

INGOMA Y'I BURUNDI

Royaume du Burundi.

UMWAKA WA 1 — N° 4
1 ogusto 1962



1^{re} ANNEE — N° 4
1^{er} août 1962

**IKINYAMAKURU C'IBITEGEKWA
MU
BURUNDI**

**BULLETIN OFFICIEL
DU
BURUNDI**

IBIRIMWO

SOMMAIRE.

A. — Ibitegetswe na Leta.

A. Actes du Gouvernement.

Italiki n'numero	Impapuro.	Dates et N°s.	Pages.
Déclaration universelle des droits de l'homme	61
26 yuli 1962.		26 juillet 1962.	
Ibwirizwa ibinganya ivyerekeye ubutungane	64 X Loi sur l'organisation et la compétence judiciaire	64

1

Déclaration universelle des droits de l'homme.

10 décembre 1948.

Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies (B.O., 1949, p. 1206).

Cette déclaration a fait l'objet d'une recommandation à l'assemblée mais n'a pas de portée juridique positive.

Préambule :

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde :

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme :

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression :

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations :

Considérant que dans la charte, les peuples des Nations-Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande :

Considérant que les Etats membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'organisation des Nations-Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales :

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement :

L'assemblée générale :

Proclame la présente déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre pour tous les peuples et toutes les nations, afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent par l'enseignement de l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordres national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives tant parmi les populations des Etats membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

1. — Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

2. — Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, administratif ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

3. — Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

4. — Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

5. — Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants.

6. — Chacun a droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

7. — Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

8. — Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la Constitution ou par la loi.

9. — Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé.

10. — Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

11. — 1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

12. — Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur ou à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

13. — 1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.

2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien et de revenir dans son pays.

14. — 1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux principes et aux buts de Nations-Unies.

15. 1. Tout individu a droit à une nationalité.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

16. — 1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

17. — 1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

18. — Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

19. — Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

20. — 1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.

2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

21. — 1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

22. — Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

23. — 1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

24. — Toute personne a droit au repos et aux loisirs, notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

25. — 1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants qu'ils soient nés dans le mariage ou hors du mariage jouissent de la protection sociale.

26. — 1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leurs mérites.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les Nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations-Unies pour le maintien de la paix.

3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

27. — 1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

28. — Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

29. — 1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.

2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations-Unies.

30. — Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

Ibwirizwa ryo kuwa 26 yuli 1962 riringaniza ivyerekeye ubutungane.

MWAMBUTSA IV.
Umwami w'Abarundi.

Mwese, abariho n'abazovuka. Mwaramutse.

Turavye kuva ku ngingo 80 gushika kuri 92 z'ishimikiro ry'amateka y'ingoma y'Uburundi kandi tugakubitiza ijisho cane cane ku ngingo y'119 mu gihimba ca 4;

Ng'ibi ivy'abashingamateka bageze mw'ikoraniro ryabo ryo kuwa 26 yuli 1962 kandi natwe twemeje :

IGICE CA 1.

Iringaniza ry'ubutungane.

IKIGABANE CA 1.

Abarangura ibikorwa vyerekeye ubutungane.

Umurwi wa 1.

Ibikuru bikuru.

Ingingo ya 1.

Abarangura ibikorwa vyerekeye ubutungane n'aba :

- a) abashingamanza
- b) abacamanza nyamiramabi ba Farke
- c) abakozi bo mu murwi w'ubutungane.

Ingingo ya 2.

Abashingamanza batiwe n'aba :

- a) abacamanza bakuru n'abanyenama ba sentare isubiramwo y'igihugu na sentare y'abishikira
- b) abacamanza bakuru n'abacamanza ba sentare ya mbere
- c) abacamanza n'abafasha b'abacamanza ba sentare z'intango na sentare z'intara.
- d) umushingamanza mushikirizangoma n'ivyegera vyiwe.

Ingingo ya 3.

Abashingamanza batiwe bari kubiri : har'abatiwe kubera ubumenyi bize bw'imanza canke bafise ikimenyetso c'uko banganya nabo hakaba n'abatiwe kubera ko bazi rwose ibanga ry'ivyerekeye imanza.

Abo nibo bita abashingamanza mutamana.

Ingingo ya 4.

Abashingamanza mutamana bari kubiri. Itegeko ry'umushikirangoma w'ubutungane rizošingira ivyigwa bitegerezwa gukwirikizwa kugirango bashobore kwemerwa mu murwi wabo bashingamanza.

Loi du 26 juillet 1962 sur l'organisation et la compétence judiciaire.

MWAMBUTSA IV.
Roi des Barundi.

A tous, présents et à venir. Salut.

Vu la constitution du Royaume du Burundi en ses articles 80 à 92 et spécialement l'article 119 sous le 4°

Le parlement, dans sa séance du 26 juillet 1962, a adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1.

De l'organisation judiciaire.

CHAPITRE 1.

Du personnel judiciaire.

Section 1.

Dispositions générales.

Art. 1.

Le personnel judiciaire comprend :

- a) les magistrats
- b) les officiers de police judiciaire des parquets
- c) les agents de l'ordre judiciaire.

Art. 2.

Sont magistrats de carrière :

- a) les présidents et conseillers de la Cour d'Appel et s. p. r. c.
- b) les présidents et juges du tribunal de première instance
- c) les juges et juges suppléants des tribunaux de résidents et de province
- d) le procureur du Roi, les premiers substitués et substitués du procureur du Roi.

Art. 3.

Les magistrats de carrière se classent en deux catégories : d'une part les docteurs en droit ou titulaires d'un diplôme dont l'équivalence aura été admise par des dispositions particulières et d'autre part ceux qui ne remplissent pas cette condition.

Ces derniers sont nommés magistrats capacitaires.

Art. 4.

Les magistrats capacitaires se subdivisent en deux classes. Un arrêté du Ministre de la justice déterminera les études dont doivent justifier les candidats pour avoir accès à chacune des deux classes.

Ingingo ya 5.

Abashingamanza mutamana bo mu murwi wa kabiri ntibashobora kurangura ibindi bikorwa atari ukuba abacamanza canke abafasha b'abacamanza ba sentare z'intango na sentare z'intara.

Mu kugirango ugenerwe canke utumwe ibikorwa vy'umucamanza wa sentare ya mbere y'igihugu, vy'umunyenama wa sentare isubiramwo y'igihugu na sentare y'abishikira canke vy'icegera c'umushingamanza mushikirizangoma, n'ukuba ur'umushingamanza mutamana wo mu murwi wambere.

Ingingo ya 6.

Ivyerekeye abashingamanza batiwe bo muri ya mirwi ibiri twavuze aha haruguru bisobanurwa n'ibwirizwa.

Ingingo y'7.

Abashingamanza bagenwa n'Umwami abashikirijwe n'umushikirangoma w'ubutungane.

Ariko imbere y'ugutora abacamanza bakuru n'abanyenama ba sentare isubiramwo y'igihugu, na sentare y'abishikira hamwe n'abacamanza ba sentare ya mbere y'igihugu, Umushikirangoma w'ubutungane ashobora gusab'impanuro inama nkuru y'abacamanza.

Uburyo ivyo tuvuze mu gice ca mbere n'ica kabiri c'iyi ingingo bizokurikizwa buzoshingwa n'iteka ry'umwami.

Ingingo y'8.

Abakozi bo muri parke baronder'inkozi z'ikibi n'abacamanza nyamiramabi. Bafise ububasha bwo kugenzura ivyaha vyose bikorwa mu mpande zose z'Uburundi.

Ibiberekeye vyose bisobanurwa n'ibwirizwa.

Ingingo y'9.

Umushikirangoma w'ubutungane niwe akena abandi bacamanza nyamiramabi. Arabagenekereza ivyaha bategerezwa kurondera kandi akabashingira n'urubibe rw'aho bazoshikana mu kurangura iryo banga.

Ingingo y'10.

Ashobora kandi kugena abacamanza nyamiramabi mu bakozi ba Leta, canke mu bandi bakozi bese.

Ububasha bwabo bacamanza nyamiramabi bwerekeye ivyaha bimwe bigenwa umunsi nyene bagererwa ico gikorwa; ico gihe niho baheza bakabamenyesha aho bazogeza mu kurondera inkozi z'ikibi.

Ingingo ya 11.

Abacamanza nyamiramabi atar'abarondezi b'ivyaha bo muri parke bagumana amategako y'umurimo wabo mukuru. Ariko lero iyo baramutse bagenewe gusa ibikorwa vy'ubutungane baca bafatirwa n'amategako yerekeye abakozi bo mu murwi w'ubutungane.

Art. 5.

Les capacitaires de la deuxième classe ne peuvent assumer d'autres fonctions que celles de juges et juges suppléants de résidence et de province.

Pour pouvoir être nommé ou commissionné aux fonctions de juges auprès du tribunal de première instance, de conseiller auprès de la cour d'appel et suprême et de substitut du procureur du Roi, il faut être revêtu de la qualité de magistrat capacitaire de première classe.

Art. 6.

Le statut des magistrats de carrière appartenant aux deux catégories ci-dessus est réglé par une loi.

Art. 7.

Les magistrats sont nommés par le Roi sur présentation du ministre de la justice.

Celui-ci peut toutefois prendre avis du conseil supérieur de la magistrature pour la désignation des présidents et conseillers de la cour d'appel et suprême ainsi que des présidents et juges du tribunal de première instance.

Les modalités de la procédure prévue aux alinéas 1 et 2 seront fixées par arrêté royal.

Art. 8.

Les agents de la police judiciaire des parquets sont officiers de police judiciaire. Leur compétence s'étend à toutes les infractions sur l'entier du pays.

Leur statut est déterminé par une loi.

Art. 9.

Le ministre de la justice nomme les autres officiers de police judiciaire. Il détermine les infractions qu'ils peuvent rechercher et fixe leur ressort.

Art. 10.

Il peut aussi nommer des officiers de police judiciaire à titre personnel tant parmi les agents des administrations publiques que parmi les agents des administrations privées.

Leur compétence matérielle est restreinte à certaines catégories d'infractions déterminées dans leur acte de nomination qui fixe également leur compétence territoriale.

Art. 11.

Les officiers de police judiciaire autres que les agents de la police judiciaire des parquets restent soumis au statut de leur fonction principale. Toutefois lorsqu'ils sont affectés exclusivement à des fonctions judiciaires par leur acte de nomination, ils sont soumis au régime disciplinaire propre aux agents de l'ordre judiciaire.

Ingingo ya 12.

Abakozi bo mu murwi w'ubutungane n'abakozi bari mu murwi w'abanditsi b'imanza, w'abarondezi b'ivyaha hamwe n'abatahe.

Ibiberekeye vyose bigenwa n'ibwirizwa.

Umurwi wa 2.

Ingingo ya 13.

Turenze ku vyavuzwe mu ngingo y'7, iteka ry'Umwami rizoshinga uburyo bwo guha intahe za sentare nshasha.

IKIGABANE CA II.

Abakurikiranyi b'imanza.

Ingingo ya 14.

Abakurikiranyi b'imanza baraba kw'amabwirizwa, amategako, amatangazo n'imanza bikurikizwa nkuko vyashinzwe. Baca bakurikirana abatarangura ayo mategako iyo ari nko mu vyerekeye ugutunganya amahoro y'igihugu.

Ingingo ya 15.

Mu vyerekeye guhana inkozi z'ikibi, abakurikiranyi b'imanza barahiga mu Burundi bwose aboba barenze amategako.

Barumviriza abaje kubaburira amabi yabaye, bakihweza uburyo vyagenze, bagaheza bakabishikiriza sentare.

Ingingo ya 16.

Abakurikiranyi b'imanza bashobora kubera mu rubanza umuntu wese arenganijwe iyo we nyene adashobora kuburirira utwiwe.

Ingingo ya 17.

Sentare mu gu'imanza zerekeye gutatura abatase canke zerekeye ubucuruzi ntizirinda gufashwa n'abakurikiranyi b'imanza kiretse nk'iyi babonye vyotera umudugararo mu gi-hugu canke hari nk'ibwirizwa ribitegeka.

Abakurikiranyi b'imanza barashobora kubaza ivyo vyose bakeneye kumenya vyerekeye imanza; sentare yonyene ishobora kubibarungikira batarinze n'ukubisaba.

Ingingo ya 18.

Abakurikiranyi b'imanza barangur'ibikorwa vyabo muri za sentare ziri aho hose bashobora kugeza mu guhiga inkozi z'ikibi.

Ingingo ya 19.

Abakurikiranyi b'imanza bagabwa n'umushikirangoma w'ubutungane. Ni we agena abakuru ba parke hamwe n'abacamanza bakuru ba sentare Umwami amaze kubatora.

Art. 12.

Les agents de l'ordre judiciaire sont les agents du cadre des greffes et de la police judiciaire ainsi que les huissiers lorsqu'ils sont de carrière.

Leur statut est déterminé par une loi.

Section 2.

Art. 13.

Par dérogation de l'article 7, un arrêté royal fixera les règles particulières à suivre pour la composition initiale de sièges des nouvelles juridictions.

CHAPITRE II.

Du ministère public.

Art. 14.

Le ministère public surveille l'exécution des lois, des décrets, des édits, des ordonnances, des arrêtés, des règlements et des jugements. Il poursuit d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public.

Art. 15.

En matière répressive, le ministère public recherche les infractions aux lois en vigueur dans le pays qui sont commises sur le territoire du Burundi.

Il reçoit les dénonciations, fait tous les actes d'instruction et saisit les tribunaux.

Art. 16.

Les officiers du ministère public peuvent agir au civil par voie d'action principale au nom et dans l'intérêt de toute personne physique lésée qu'ils estiment être, pour quelque cause que ce soit, dans l'incapacité ou dans l'impossibilité d'assurer elle-même la défense de ses intérêts.

Art. 17.

Les tribunaux jugent les affaires civiles et commerciales sans l'assistance ni le concours du ministère public sauf lorsqu'il que l'ordre public est intéressé et dans d'autres cas spécifiés par la loi.

Il peut prendre communication de toutes les causes dans lesquelles il croit son ministère nécessaire; le tribunal peut ordonner d'office cette communication.

Art. 18.

Le ministère public remplit les devoirs de son office auprès des juridictions établies dans son ressort territorial.

Art. 19.

Les officiers du ministère public sont placés sous l'autorité du Ministre de la justice. C'est ce dernier qui désigne les chefs de parquets et présidents des tribunaux, après leur nomination par le Roi.

Ingingo ya 20.

Sentare zose z'i Burundi zifise umushingamanza mushikirizangoma umwe gusa.

Ku parke yiwe, ashobora gufashwa n'icegera ciwe kimwe canke benshi. Mu vyegera vyawe harimwo abo bita ivyegera vya mbere n'abandi bita ivyegera gusa.

Atar'ibibay'ukundi umushingamanza mushikirizangoma n'ivyegera vyawe bakora ibikorwa bimwe, ariko akaba ariwe ateguka.

Mugabo nk'iyi icegera cambere c'umushingamanza mushikirizangoma cagenewe ibikorwa vyo mu ntara kanaka ibindi vyegera bihasanzwe biri muni yiwe bikora ico abitegetse.

Ingingo ya 21.

Umushingamanza mushikirizangoma iyo atariho asubirirwa n'icegera ca mbere ca kera; kitariho agasubirirwa n'icegera cabaye muri iryo banga kuva kera. Ariko Umwami abisabwe n'Umushikirangoma w'ubutungane ashobora kugena ikindi cegera c'umushingamanza mushikirizangoma atiriwe araraba ng'urya n'uwakera canke s'uwakera.

Ingingo ya 22.

Abacamanza ba sentare z'intango na sentare z'intara canke abasubirizi babo nibo birangurira igikorwa c'abakurikiranyi b'imanza ariko umushingamanza mushikirizangoma abamizako ijisho ngo ntibabawe bahuba.

Ivyaha bikorewe aho bagenewe guc'imanza baca babishira mu ntahe.

Muri sentare z'intango na sentare z'intara, umushingamanza mushikirizangoma ashobora kurungikayo umukozi umwe canke benshi bo guhiga inkozi z'ibibi.

Ingingo ya 23.

Ubukuru bwo gukurikirana imanza muri za sentare zose bufiswe n'umushingamanza mushikirizangoma.

Ashobora kurangura ibikorwa vy'abakurikiranyi b'imanza muri za sentare zose.

Ingingo ya 24.

Umushingamanza mushikirizangoma niwe atunganya imirimo yo muri parke akongera agashinga n'uburyo bwo kubungabunga ibitabo vyo mu biro vya parke.

Ingingo ya 25.

Mu vyerekeye guhana inkozi z'ibibi, turetse ababuranyi bashobora kuraba no kuronka inyimu y'ivyo bagirizwa, iyo sentare imaze gushikirizwa urubanza nta kintu na kimwe kiwerekewe kishobora kumenyeshwa mbere n'inyimu yavyo ntishobora gutangwa bitarekuwe n'umushingamanza mushikirizangoma.

Art. 20.

Près des cours et tribunaux du Burundi est constitué un procureur du Roi.

Un ou plusieurs premiers substitués et substitués peuvent être attachés au parquet du procureur du Roi.

Sauf disposition spéciale contraire, les premiers substitués et les substitués du parquet exercent les mêmes fonctions que le procureur du Roi sous sa surveillance et sa direction immédiate.

Toutefois, lorsqu'un premier substitut du procureur du Roi est chargé de remplir plus spécialement les devoirs de son office dans une partie déterminée du ressort, les officiers du ministère public inférieurs en rang qui exercent également leurs fonctions dans cette même partie sont placés sous sa surveillance et sa direction immédiates.

Art. 21.

Le procureur du Roi est remplacé par le plus ancien premier substitut résidant au siège du tribunal et à défaut, d'après l'ordre d'ancienneté, par un substitut. Toutefois le Roi sur proposition du Ministre de la justice peut désigner un autre substitut du procureur du Roi en fonction nonobstant l'ancienneté.

Art. 22.

Les juges des tribunaux de résidence et de province ou leur remplaçant remplissent eux-même auprès de leur juridiction les devoirs du ministère public sous la surveillance du procureur du Roi.

Ils se saisissent d'office des infractions de leur compétence commises dans leur ressort.

Près de tous les tribunaux de résidence ainsi qu'auprès de tout tribunal de province, le procureur du Roi peut déléguer un ou plusieurs agents de la police judiciaire des parquets, les agents de l'ordre judiciaire, pour y remplir, à titre spécial et temporaire, les fonctions et devoirs du ministère public.

Art. 23.

L'exercice de l'action publique dans toute sa plénitude et devant tous les tribunaux appartient au procureur du Roi.

Le procureur du Roi peut exercer les fonctions d'officier du ministère public auprès de toutes les juridictions du pays.

Art. 24.

Le procureur du Roi règle l'ordre intérieur des parquets et la tenue des registres.

Art. 25.

En matière répressive ou disciplinaire, sans préjudice du droit des parties en cause de prendre connaissance et de recevoir copie du dossier de la poursuite, lorsque le tribunal est saisi du fond de la cause et jusqu'à la décision définitive, aucun acte d'instruction et procédure ne peut être communiqué et aucune expédition ou copie des actes d'instructions et de procédure ne peut être délivrée sans une autorisation expresse du procureur du Roi.

Ariko iyo ababuranyi babisavye, bararonka inyimu y'ivyitwariwe, y'ibirego, y'imburano n'iy'imanza zaciwe.

Umushikirangoma w'ubutungane we ashobora gusaba ngo urubanza rukurikiranwe, akaraba aho rwanditswe canke insiguro iyo hari ibwirizwa ribimurekurira kandi abonye igihu-gu kibikeneye.

IKIGABANE CA III.

Sentare z'intango.

Umurwi wa 1.

Ingingo ya 26.

Mu bice vy'intara yose hariho sentare z'intango. Umushikirangoma w'ubutungane niwe akena aho zizoshingwa naho zizogeza mu guc'imanza.

Ingingo ya 27.

Hari umucamanza umwe wa sentare y'intango, hakaba n'umucamanza umwe canke benshi b'ivyegera bamufasha.

Ingingo ya 28.

Sentare y'intango igizwe n'umucamanza, abashingantahe n'umwanditsi w'imanza, Intahe ishingwa na batatu.

Ingingo ya 29.

Umucamanza wa sentare y'intango atariho asubirirwa n'umufasha wiwe.

Iyo har'umushingantahe atariho sentare ishobora kurondera umusubirizi wiwe mu batungwa babo.

Ingingo ya 30.

Umucamanza yashinzwe sentare niwe akena ibikorwa abayikoramwo.

Ingingo ya 31.

Umushikirangoma w'ubutungane niwe akena sentare z'intango zizogira umwanditsi w'imanza atunganya ububiko bw'ivyanditswe akagenda kandi naho ubwo bushinguro bw'imanza buzoshingwa umufasha w'umucamanza.

Ingingo ya 32.

Iyo uwashinzwe kwandika imanza atariho, sentare ishobora gushing'ico gikorwa umuntu wese akuze azi kwandika.

Umurwi wa 2.

Sentare z'intara.

Ingingo ya 33.

Mu ntara yose hariho sentare. Umushikirangoma w'ubutungane niwe akena aho izoshingwa naho izogeza guc'imanza.

Mais sur demande des parties, la plainte, la dénonciation les ordonnances, les jugements et les arrêts leur sont communiqués ou délivrés en expédition.

Le Ministre de la justice peut cependant réclamer l'état d'avancement d'une enquête, en consulter le dossier ou demander des renseignements dans les cas prévus par la loi où l'intérêt de la nation l'exige.

CHAPITRE III.

Des tribunaux de résidence.

Section 1.

Art. 26.

Il existe un tribunal de résidence par résidence judiciaire. Son siège ordinaire et son ressort territorial sont déterminés par le Ministre de la justice.

Art. 27.

Il y a un juge de résidence et éventuellement un ou plusieurs juges suppléants par résidence judiciaire.

Art. 28.

Le tribunal de résidence est composé d'un juge, d'asseurs et d'un greffier. Le tribunal siège au nombre de trois membres.

Art. 29.

En cas d'absence ou d'empêchement, le juge de résidence est remplacé par le juge suppléant.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un assesseur, le tribunal peut assumer un assesseur parmi les notables de la résidence.

Art. 30.

Le juge titulaire est chargé de la répartition du service.

Art. 31.

Le Ministre de la justice détermine les tribunaux de résidence où le greffe sera tenu par un juge suppléant et ceux où il sera tenu par un agent du cadre des greffiers.

Art. 32.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un greffier titulaire, le tribunal peut assumer en cette qualité toute personne majeure lettrée.

Section 2.

Des tribunaux de province.

Art. 33.

Il existe un tribunal de province par province judiciaire. Son siège ordinaire et son ressort sont déterminés par le Ministre de la justice.

Ingingo ya 34.

Sentare y'intara igizwe n'umucamanza umwe, abashingantaha babiri, umwanditsi w'imaanza n'abafasha b'abacamanza bashobora gutorwa gushika ku gitigiri gikenewe.

Ingingo ya 35.

Iy'umucamanza atariho asubirirwa n'umufasha w'umucamanza yabigerewe.

Ingingo ya 36.

Iyo har'ivyihutirwa cane, umushikirangoma w'ubutungane canke umusubirizi wiwe aragenda abasubirira abacamanza iyo abisabwe n'umushingamanza mushikirizangoma.

Ashobora kugena umucamanza wese canke umufasha w'umucamanza wese wa sentare y'intango.

Ingingo ya 37.

Umucamanza n'abashingantaha barafashanya mu guc'imanza.

Ingingo ya 38.

Umucamanza canke umusubirizi wiwe niwe ategerezwa kuringaniza ibikorwa vyo muri sentare.

Muri sentare yose y'intara har'umwanditsi w'imaanza ashobora no kugira icegera hamwe n'abandi bakozi bamufasha.

Ingingo ya 39.

Sentare y'intara ishing'ntaha hariho umwanditsi w'imaanza kandi nkiyo bakurikije ivyavuzwe mu ngingo ya 22 igice ca 3 unukurikiranyi w'imaanza ategerezwa kuba ariho iyo bi-kenewe.

Umurwi wa 3.

Sentare yambere y'igihugu.

Ingingo ya 40.

Hariho sentare yambere yitwa sentare ya mbere y'igihugu; Uburundi bwose barayikukira.

Umurwa mukuru wayo uri i Bujumbura.

Ingingo ya 41.

Sentare ya mbere y'igihugu irimwo umucamanza mukuru n'igitigiri c'abacamanza bakenewe.

Intaha yayo ishingwa na batatu.

Bano bazohagarikirwa n'abacamanza rugamba 13 batowe nkuko ibwirizwa ribitegeka.

Ingingo ya 42.

Umucamanza mukuru atariho canka har'igitumwa kinubuzwa asubirirwa n'umucamanza arusha abandi imyaka mur'iryo banga.

Ingingo ya 43.

Iyo har'ibikorwa vyihutirwa, Umwami abisabwe n'umushikirangoma w'ubutungane aragenda uwusubirira umucamanza mukuru akagenda kandi abasubirira abandi bacamanza.

Ico gikorwa c'ugusubirira mu kibanza ashobora kugishinga umunyenama wese wo muri sentare isubiramwo y'igihugu canke umucamanza wese wa sentare y'intara.

Art. 34.

Le tribunal de province est composé d'un juge, deux assesseurs, d'un greffier et d'autant de juges suppléants que de besoin.

Art. 35.

En cas d'absence ou d'empêchement, le juge est remplacé par un juge-suppléant désigné à cet effet.

Art. 36.

Pour des besoins urgents et par mesure provisoire, le Ministre de la justice ou son remplaçant pourvoit sur réquisition du procureur du Roi, au remplacement des juges.

Il peut désigner tout juge et juge suppléant des tribunaux de résidence.

Art. 37.

Le juge et les assesseurs exercent d'une façon concurrente la juridiction du tribunal.

Art. 38.

Le juge ou celui qui le remplace est chargé de la répartition du service.

Il y a dans chaque tribunal de province un greffier, qui peut être assisté de greffier adjoint et de commis-greffier.

Art. 39.

Le tribunal de province siège avec l'assistance d'un greffier et dans le cas où il a été fait application de l'article 22 alinéa 3, le concours du ministère public, s'il y a lieu.

Section 3.

Du tribunal de première instance.

Art. 40.

Il existe un tribunal de première instance dont le ressort comprend le Royaume du Burundi.

Son siège ordinaire est à Usumbura.

Art. 41.

Le tribunal de première instance est composé d'un président et d'autant de juges que de besoin.

Le tribunal siège au nombre de trois membres.

Il sera assisté par 13 jurés, désignés conformément à la loi, dans les affaires qui requièrent formation du jury.

Art. 42.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé d'après l'ordre d'ancienneté par un juge.

Art. 43.

Pour des besoins urgents et, par mesure provisoire, le Roi pourvoit sur réquisition du Ministre de la justice au remplacement du président ou des juges.

Il peut désigner, à cet effet, tout conseiller de la cour d'appel et tout juge des tribunaux de province.

Ingingo ya 44.

Umucamanza mukuru canke uwumusubiriye ategerezwa kuringaniza ibikorwa vyo muri sentare.

Ingingo ya 45.

Muri sentare ya mbere y'igihugu har'umwanditsi w'imanza ashobora kuronka ivyegera n'abandi bakozi bamufasha.

Ingingo ya 46.

Sentare ya mbere y'igihugu ishing'intahe hariho umwanditsi w'imanza hamwe n'umukurikiranyi w'imanza iyo bikene-we.

Umurwi wa 4.

Sentare isubiramwo y'igihugu.

Ingingo ya 47.

Hariho sentare isubiramwo y'igihugu cose c'Uburundi.

Umurwa mukuru wayo uri i Bujumbura.

Ingingo ya 48.

Sentare isubiramwo y'igihugu irimwo umucamanza mukuru n'igitigiri c'abanyenama bakenewe.

Intahe yayo ishingwa na batatu.

Bano bazohagarikirwa n'abacamanza rugamba 13 batowe nkuko ibwirizwa ribitegeka.

Ingingo ya 49.

Umucamanza mukuru atariho canke hari ikimubaza asubirirwa n'umunyenama wa kera arusha abandi imyaka muri iryo banga.

Ata munyenama ariho kandi bisanzwe ari ibikorwa vyihutirwa, Umwami abisabwe n'umushikirangoma w'ubutungane ashobora kugera umucamanza mukuru canke umucamanza wa sentare ya mbere y'igihugu akamusubirira.

Ingingo ya 50.

Umucamanza mukuru canke umusubirizi wiwe ategerezwa kuringaniza ibikorwa.

Ingingo ya 51.

Muri sentare isubiramwo y'igihugu har'umwanditsi w'imanza ashobora no kugira ivyegera n'abandi bakozi bamufasha.

Ingingo ya 52.

Sentare isubiramwo y'igihugu ishing'intahe hariho umwanditsi w'imanza hamwe n'umukurikiranyi w'imanza iyo bikene-we.

Umurwi wa 5.

Sentare y'Abishikira.

Ingingo ya 53.

Mu Burundi bwose hari sentare y'abishikira imwe. Umurwa wayo uri i Gitega. Abazoyikoramwo bazoshingwa n'ibwirizwa.

Umurwi wa 6.

Sentare y'inteko.

Ingingo ya 54.

Igitigiri, ishingiro ry'intahe n'imbibe vya sentare y'inteko bishingwa n'iteka ry'Umwami.

Art. 44.

Le président ou celui qui le remplace est chargé de la répartition du service.

Art. 45.

Il y a au tribunal de première instance, un greffier qui peut être assisté de greffiers-adjoint et de commis-greffiers.

Art. 46.

Le tribunal de première instance siège avec l'assistance d'un greffier et le concours du ministère public s'il y a lieu.

Section 4.

De la cour d'appel.

Art. 47.

Il existe une cour d'appel dont le ressort comprend le Royaume du Burundi.

Son siège est à Usumbura.

Art. 48.

La cour d'appel est composée d'un président et d'autant de conseillers que le besoin.

Le tribunal siège au nombre de trois membres.

Il sera assisté par 13 jurés, désignés conformément à la loi, dans les affaires qui requièrent la formation du jury.

Art. 49.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé d'après l'ordre d'ancienneté par un conseiller.

A défaut de conseiller et pour des besoins urgents et par mesure provisoire, le Roi peut, sur proposition du Ministre de la justice, désigner le président ou un juge du tribunal de première instance pour suppléer le président de la cour d'appel.

Art. 50.

Le président ou celui qui le remplace est chargé de la répartition du service.

Art. 51.

Il y a à la cour d'appel, un greffier qui peut être assisté de greffiers-adjoints et de commis-greffiers.

Art. 52.

Le cour d'appel siège avec l'assistance d'un greffier et le concours du ministère public s'il y a lieu.

Section 5.

De la cour suprême.

Art. 53.

Il y a pour tout le Burundi une cour suprême dont le siège est à Kitega.

Sa composition sera fixée par une loi.

Section 6.

Des conseils de guerre.

Art. 54.

Le nombre, le siège ordinaire et le ressort des conseils de guerre sont déterminés arrêté royal.

Ingingo ya 55.

Abacamanza be n'abafasha b'abacamanza ba sentare y'inteko mwe na rimwe abafasha b'abacamanza.

Ingingo ya 56.

Komanda mukuru w'abasirikari b'i Burundi niwe agena abacamanza be n'abafasha b'abacamanza ba sentare y'inteko muri ba « officiers » b'inteko z'abasirikari b'i Burundi.

Ingingo ya 57.

Umucamanza n'abafasha b'abacamanza barafatanya gucimanza.

Umucamanza canke umusubirizi wiwe ategerezwa kuringaniza ibikorwa vya sentare.

Ingingo ya 58.

Umucamanza atariho asubirirwa n'umufasha arush'abandi imyaka mu gikorwa c'ubusirikari. Umucamanza w'umufasha asubirirwa na « officier » wo mu nteko z'abasirikari b'i Burundi atowe na Komanda mukuru w'abasirikari b'i Burundi.

Ingingo ya 59.

Umucamanza abwirizwa kuba afise ubukuru bungana n'ubwa nyene gucumura.

Ingingo ya 60.

Sentare y'inteko ishing'intahe har'umwanditsi w'imanza agezwe n'umucamanza mu bantu bakuze hariho kandi n'umukurikiranyi w'imanza.

Ingingo ya 61.

Umukurikiranyi w'imanza yatiwe atariho. Unwami abisabwe n'umushikirangoma w'ubutungane aragenda « officier » wo mu nteko z'abasirikari b'i Burundi akamusubirira. Ariko icyo har'ibikorwa vyihutirwa cane, asubirirwa na « officier » wo mu nteko z'abasirikari b'i Burundi agezwe n'umucamanza wa sentare y'inteko.

Umurwi wa 7.

Sentare y'inteko isubiramwo.

Ingingo ya 62.

Hariho sentare y'inteko isubiramwo. Umurwa wayo n'imbibe zayo ni bimwe na sentare isubiramwo y'igihugu.

Ingingo ya 63.

Intahe ya sentare y'inteko isubiramwo ishingwa na batatu bahagarikiwe n'umwanditsi w'imanza hamwe n'umukurikiranyi w'imanza.

Ingingo ya 64.

Umucamanza mukuru wa sentare isubiramwo y'igihugu niwe afata intahe.

Abandi bacamanza babiri batirwa nawe muri ba « officiers » bo mu nteko z'abasirikari b'i Burundi bafise ubukuru bungana n'ubwa nyene gucumura.

Ingingo ya 65.

Umwanditsi w'imanza wo muri sentare isubiramwo y'igihugu niwe yandika n'imanza zo muri sentare y'inteko isubiramwo.

Art. 55.

Le conseil de guerre est composé d'un juge et éventuellement de juges-suppléants.

Art. 56.

Le commandant en chef de l'armée nationale désigne les juges et les juges-suppléants des conseils de guerre parmi les officiers de l'armée nationale.

Art. 57.

Le juge et les juges-suppléants exercent d'une façon concurrente la juridiction du conseil de guerre.

Le juge ou celui qui le remplace est chargé de la répartition du service.

Art. 58.

En cas d'absence ou d'empêchement, le juge est remplacé, d'après l'ordre d'ancienneté de grade militaire, par un juge suppléant; le juge suppléant est remplacé par un officier de l'armée nationale désigné provisoirement à cette fin par le commandant en chef de l'armée nationale.

Art. 59.

Le juge doit toujours être d'un grade au moins égal à celui du prévenu.

Art. 60.

Le conseil de guerre siège avec l'assistance d'un greffier assumé par le juge parmi les personnes majeures et le concours d'un officier du ministère public.

Art. 61.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'officier du ministère public, magistrat de carrière, il est remplacé par un officier de l'armée nationale désigné par le Roi sur proposition du Ministre de la justice. Toutefois en cas d'urgence, il est remplacé par un officier de l'armée nationale désigné par le juge du conseil de guerre.

Section 7.

De la cour militaire.

Art. 62.

Il existe une cour militaire. Son siège ordinaire et son ressort sont ceux de la cour d'appel.

Art. 63.

Le cour militaire siège au nombre de trois membres avec l'assistance d'un greffier et le concours du ministère public.

Art. 64.

Le président de la cour d'appel ou celui qui le remplace préside la cour militaire.

Les deux autres membres sont assumés par lui parmi les « officiers » de l'armée nationale d'un grade au moins égal à celui du prévenu.

Art. 65.

Le greffier de la cour d'appel remplit les fonctions de greffier de la cour militaire.

Ingingo ya 66.

Iyo muri sentare y'inteko isubiramwo badashobora kuroka abacamanza bakwiye kubera ko habuze ba « officiers » bakwiye guturwa, umucamanza mukuru abonye ar'ivyihutirwa aca abirungikira sentare isubiramwo y'igihugu. Inyimu y'ibirungitse ica itumwa mu bushinguro bw'imanza bwa sentare isubiramwo y'igihugu.

Umurwi wa 8.

Ivyerekeye sentare zose.

1. — ABANDITSI B'IMANZA.

Ingingo ya 67.

Umushikirangoma w'ubutungane niwe atora abanditsi b'imanza, ivyegera vyabo hamwe n'abandi bafasha bo kwandika imanza muri sentare y'intango, sentare y'intara, sentare ya mbere y'igihugu, sentare isubiramwo y'igihugu na sentare y'abishikira.

Ingingo ya 68.

Umwanditsi w'imanza niwe afasha umucamanza mu bikorwa vyose vyerekeye imanza. Inzandiko zose zikozwe bazishiranako umukono n'umucamausa.

Iyo har'urwandiko canke urubanza bidashobora gushirwako umukono n'umwanditsi yabikoze umucamanza ashirako umukono wenyene ariko akamenyesha kw'umwanditsi bitamushobokeye.

Ingingo ya 69.

Umwanditsi w'imanza abika ivyo yanditse vyose, ibitabu n'ibindi vyerekeye sentare yashinzwemwo.

Aratanga inyimu y'imanza zaciwe; akandika ibivuzwe canke ibisomwe n'umucamanza bitayeko kandi akandika ivyo vyose bitegerezwa kwandikwa.

Ingingo ya 70.

Umwanditsi w'imanza atariho canke har'ikindi kimubuza asubirirwa n'icegera ciwe. Icegera naco gisubirirwa nuwundi mukozi w'umufasha y'ahasanzwe. Abo bose batariho, umwanditsi w'imanza asubirirwa n'umuntu akuze wese atowe n'umucamanza.

2. — ABATAHE.

Ingingo ya 71.

Muri Abatahe bategerezwa kwitwaririka ibikorwa vy'imbere muri za sentare no gukura ubutahe abategerezwa kwitaba muri sentare.

Umushikirangoma w'ubutungane niwe atora abatahe akabashinga abakuru ba sentare.

Ingingo ya 72.

Abatahe bafise ububasha bwo kuja kumenyesha ivyerekeye imanza vyose.

3. — ISHINGANGINGO RY'IMANZA.

Ingingo ya 73.

Mw'ishingangingo ry'imanza, umucamanza yatiwe vuba, muto muri bose, niwe ashinga ijambo ubwa mbere. Umucamanza mukuru arishinga inyuma ya bose.

Art. 66.

Lorsque la cour militaire ne peut être régulièrement constitué par suite de l'insuffisance du nombre des officiers pouvant être assumés comme membres, le président de la cour militaire, en cas d'urgence, renvoie par ordonnance motivée et sur les conclusions conformes du ministère public, la connaissance de cause à la cour d'appel. Une expédition de cette ordonnance est transmise avec le dossier au greffe de la cour d'appel à laquelle la cause a été renvoyée.

Section 8.

Dispositions communes tous les tribunaux.

1. — DES GREFFIERS.

Art. 67.

Le Ministre de la justice nomme les greffiers, les greffiers-adjoints et commis-greffiers près les tribunaux de résidence, les tribunaux de province, le tribunal de première instance, la cour d'appel et la cour suprême.

Art. 68.

Le greffier assiste le juge dans tous les actes et procès-verbaux de son ministère. Il les signe avec lui.

Si un acte ou un jugement ne peut être signé par le greffier qui y a concouru, le juge signe et constate l'impossibilité.

Art. 69.

Le greffier garde les minutes, registres et tous les actes afférents à la juridiction près de laquelle il est établi.

Il en délivre des grosses, expéditions ou extraits, écrit ce qui est prononcé ou dicté par le juge et dresse acte des diverses formalités dont l'accomplissement doit être constaté.

Art. 70.

En cas d'absence ou d'empêchement, le greffier est remplacé par un greffier-adjoint et le greffier-adjoint par un commis-greffier s'il en existe, ou à défaut, par toute personne majeure assumée par le juge.

2. — DES HUISSIERS.

Art. 71.

Les huissiers sont chargés du service intérieur des tribunaux et de la signification des exploits.

Le Ministre de la justice nomme les huissiers et les met à la disposition des chefs de juridictions.

Art. 72.

Les huissiers ont qualité pour signifier les exploits.

3. — DES DELIBERES.

Art. 73.

Dans le délibéré, le juge le moins ancien du rang, le moins élevé donne son avis le premier. Le président donne son avis le dernier.

Ingingo ya 74.

Mw'ishingangango ry'imanza habaye ivyiyumviro birenze bibiri, umucamanza yashizwe ijamba ritavugira neza rwose uwitwariwe atgerezwa kwihuka ku ryovuzwe n'umwe wo mu bandi bacamanza babiri.

4. — ITEKANE MURI ZA SENTARE.

Ingingo ya 75.

Ivyerekeye ibikorwa vya sentare n'itekane murizo bishingwa n'itegeko ry'umucamanza mukuru wa sentare isubiramwo y'igihugu.

Ni kimwe kandi ku vyerekeye itahe mu bushinguro bw'inzandiko z'ivy'imanza.

Ingingo ya 76.

Sentare isubiramwo y'igihugu irafise ubushobozi bwa kuraba ivyo sentare ya mbere y'igihugu na sentare y'inteko isubiramwo zigira. Sentare ya mbere y'igihugu ifise ububasha bwo kuraba ivyo sentare y'inteko na sentare z'intara zigira. Sentare z'intara nazo zifise ubukuru bwo kuraba ivyo sentare z'intango ziri mu mbibe zazo zikora.

5. UKUGENDAGENDA.

Ingingo ya 77.

Sentare zisubiramwo, sentare na sentare z'inteko zishobora gushying'itahe mu mbibe zazo zose iyo zibona ko bikeneye kugirango ntihagire akarenganyo kabamwo. Ukugenda genda kwa sentare ntikubuzwa ko ku nama yazo isanzwe habandanya gucirirwa imanz.

Ingingo ya 78.

Basabwe n'umucamanza mukuru wa sentare isubiramwo y'igihugu, umushikirangoma w'ubutungane ashobora kugera ko sentare ya mbere y'igihugu na sentare isubiramwo y'igihugu zizozza zirashing'itahe mu bindi bibanza atari ku nama yazo isanzwe.

Ingingo ya 79.

Abacamanza bagenerwa kuja baragendagenda bagerwa n'umucamanza mukuru wa sentare yabo canke umusubirizi wiwe.

6. INDAHIRO.

Ingingo ya 80.

Umunega wese ashinzwe ibikorwa vyo kuba umucamanza umushingantaha, umukurukiranyi w'imanza, umwanditsi w'imanza canke umutahe, imbere y'ukwinjira mur'iryo banga atanga iyi ndahiro :

« Ndahiyeye ko nemeye kugamburikira Umwami no gukurikiza amabwirizwa y'ingoma y'Uburundi ».

Indahiro yo ku munwa itangirwa imbere y'Umwami canke imbere y'umusubirizi wiwe agaca avyandika. Urwandiko rw'iyi ndahiro rushingurwa canke rurungikwa mu bushinguro bw'inzandiko z'imanza na nyene gutanga indahiro imbere y'uko atangura ibikorwa vy'ibanga ryiwe.

Art. 74.

S'il se forme plus de deux opinions dans le délibéré, le juge qui a émis l'opinion la moins favorable au prévenu est tenu de se rallier à l'une des deux autres opinions.

4. — DE L'ORDRE INTERIEUR.

Art. 75.

Le fonctionnement des cours et tribunaux et leur service d'ordre intérieur sont réglés par ordonnance du président de la cour d'appel.

Il en est de même du service d'ordre intérieur des greffes et de la tenue des registres.

Art. 76.

La cour d'appel a le droit de surveillance sur le tribunal de première instance et la cour militaire. Le tribunal de première instance a droit de surveillance sur les conseils de guerre et sur les tribunaux de province et ceux-ci ont droit de surveillance sur les tribunaux de résidence de leur ressort respectif.

5. DE L'ITINERANCE.

Art. 77.

Les cours, les tribunaux et les conseils de guerre peuvent siéger dans toutes les localités de leur ressort s'ils l'estiment nécessaire pour la bonne administration de la justice. Le déplacement des tribunaux n'empêche pas l'exercice de la juridiction au siège ordinaire.

Art. 78.

Sur proposition du président de la cour d'appel, le Ministre de la justice peut décider que le tribunal de première instance et la cour d'appel tiendront les sessions périodiques dans d'autres localités que leur siège ordinaire.

Art. 79.

Les juges appelés à se déplacer sont désignés par le président de la juridiction dont ils relèvent ou par son remplaçant.

6. — DU SERMENT.

Art. 80.

Toute personne appelée à remplir des fonctions de juge, d'assesseur, d'officier du ministère public, de greffier ou d'huissier, prête avant d'entrer en fonction le serment ci-après :

« Je jure fidélité au Roi obéissance aux lois du Burundi ».

Le serment verbal est prêté entre les mains de Sa Majesté le Roi du Burundi ou de son remplaçant qui en dresse procès-verbal. Le document portant le serment écrit ou constatant la réception d'un serment verbal est déposé ou envoyé au greffe par le signataire du document avant d'entrer en fonction.

KIGABANE CA IV.

Ugukumira.

Ingingo ya 81.

Umucamanza wese ashobora gukumirwa mu rubanza kubera izi mvo :

- 1° iyo umucamanza canke umugezi wiwe afise umuhari muri rwo,
- 2° ar'uwu mu muryango canke incuti y'umwe mu baburana, « avocat » wiwe canke y'umutumwa wiwe,
- 3° iyo bazirana n'umwe wo mu baburana,
- 4° iyo yamaze kubitungamwo impanuro,
- 5° iyo bafitaniye ubunwe n'umwe wo mu baburana buvuye kukubera kw'ar'umusuku, umugererwa canke umukozi wiwe,
- 6° iyo yamaze kubijamwo nk'umucamanza nyamirambi, umushingamanza mbaririkizi, umukwirikiranyi w'imanza, umucamanza, icabona, umusiguzi, canke umukozi wa Leta.

Imvo zo gukumira tuherukiyeko kuri 6° ntizerekeye abacamanza ba sentare z'inteko.

Ingingo ya 82.

Iyo umucamanza ari mu mirwi twadondoye mu ngingo ya 81 ategerezwa kwikumira.

Ingingo ya 83.

Uwushaka gukumira umucamanza atgereZwo kuvuga ikibimutumye kandi akavyandikisha mu bushinguro bw'inzandiko z'imanza bwa sentare irimwo uwo mucamanza wo gukumira. Iyo sentare itagiramwo umwaditsi w'imanza, urwandiko rwo gusaba umukumiro rushihirizwa umucamanza, agaheza nawe agatanga ikimenyamenya cemeza ko abonye urwo rwandiko.

Umucamanza basavye ngw'akumirwe ategerezwa kuvuga icyo avyiyumviramwo mu gihe c'iminsi ibiri.

Ariko lero sentare ishobora gushing'iyindi ngingo ibona ko ibereye abitwara canke umwe muri bo.

Ingingo ya 84.

Sentare irimwo unucamanza akumiriwe irashinga intahe igahamagaza nyene kubisaba, bagaheza bakihweza ko bikwiye ko yokumirwa.

Ingingo ya 85.

Ingingo ihakana kw'umucamanza akumirwa ishobora kwuguruzwa.

Ingingo ya 86.

Sentare itanguye guhakana ugukumirwa iyo ibona ar'ivyihutirwa ishobora kubandanya icya urubanza naho rwoba rwungurujwe.

CHAPITRE IV.

De la recusation.

Art. 81.

Tout juge peut être récuré pour l'une des causes ci-après :

- 1° si le juge ou son conjoint a un intérêt personnel dans l'affaire,
- 2° s'il est parent ou allié de d'une des parties, de son avocat ou de son mandataire.
- 3° s'il y a inimitié grave entre lui et une des parties,
- 4° s'il a donné un avis dans l'affaire.
- 5° s'il existe des liens de dépendance étroite à titre de domestique,
- 6° s'il est déjà intervenu dans l'affaire comme officier de police judiciaire, magistrat instructeur, officier du ministère public, juge, témoin, interprète, expert ou agent de l'administration.

Les cause de récusation prévues sous le 6° de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux juges des conseils de guerre.

Art. 82.

Si un juge se trouvé dans l'un des cas énumérés à l'article 81 il doit se récuser.

Art. 83.

Celui qui veut récuser est tenu de proposer la récusation par une déclaration motivée et actée au greffe de la juridiction n'a point de greffier la récusation est proposée par un écrit remis au juge contre récépissé.

Le juge récusé est tenu donner sa déclaration par écrit dans le délai de deux jours.

Le tribunal peut néanmoins prendre toute mesure coservatoire qu'il juge utile pour la sauvegarde des intérêts des parties ou de l'une d'elles.

Art. 84.

La juridiction à la quelle appartient le juge en cause statue sur la récusation à l'audience et dans la forme ordinaire, la partie récusante entendue.

Art. 85.

Les décisions rejetant la récusation sont susceptibles d'appel.

Art. 86.

Si le tribunal en premier ressort rejette la récusation, il peut ordonner, pour cause d'urgence, qu'il sera passé outre aux débats nonobstant appel.

Ingingo ya 87.

Iyo urubanza ruhakana gukumirwa runeguwe umucamaza yarusubiyemwo aca akuraho ivyoba vyagizwe vyose na sentare yatanguriwemwo aगाहेza akarungika bano baburana mur'ino sentare nyene ariko itarimwo uno yasabiwe gukumirwa canke akabatuma mu yindi sentare ya hafi yaho ; mugabo ivyo ntibibuzwa ko bano bashinze intahe ihakana umukuro babihanirwa iyo bikwiye.

Ingingo ya 88.

Ibivuzwe mur'iki kigabane birekeye n'umukurikiranyi w'imanza iyo ar'urubanza afisemwo akajambo.

IGICE CA II.

Ubukuru bwo guc'ianza.

IKIGABANE CA I.

Sentare gahanamabi.

Umurwi wa 1.

Ubukuru bwo guca imanza bwa sentare z'intango.

Ingingo ya 89.

Sentare z'ingingo zica imanza z'ibibi vyaciriwe igihano kigera ku munyororo w'amezi atandatu n'ihadabu rigera ku 6.000 Fr canke igihano kimwe mur'ivyo, Ziraca kandi n'imanza z'ibibi vyaciriwe igihano kigera ku munyororo w'inyaka itanu n'ihadabu rirenga amafanga 6.000 canke igihano kimwe mur'ivyo iyo har'invu zituma ivyo bihano bitarenga amezi atandatu y'umunyororo n'amafranga 6.000 vy'ihadabu. Urubanza rurerekana izo mvo.

Ariko lero sentare y'intango ntishobora guc'ianza iyo isa, nze kw'ikibi cakoze kivyuye ibindi bibi maze ibihano navyo biteranijwe bikaba vyorenga amezi atandatu y'umunyororo n'amafranga 6.000 y'ihadabu.

Iyo sentare ishinze ko itashobora guc'urubanza kukubera ibihano birengeye ubukuru bwayo, urwo rubanza rubishinga ntirushobora kwunguruzwa.

Ingingo ya 90.

Sentare z'intango zishobora gutanga umunyororo w'agatsindikiro utarenga amezi abiri.

Umunyororo w'uguhitishamwo ushingwa na sentare z'intango ntushobora kurenga iminsi 15 ku kibi cose canke amezi abiri iyo har'ibihano vyishi bikoranijwe hamwe.

Ingingo ya 91.

Sentare z'intango zishobora gushikiriza leta mu gihe kitarenga umwaka abantu b'inyererezi n'abandi bamira gusabiriza.

Ingingo ya 92.

Imanza ziciwe na sentare z'intango zishobora kwunguruzwa kiretse izo sentare yikurako kubera igihano kinini kirengeye ububasha bwayo.

Art. 87.

En cas d'infirmité du jugement rejetant la récusation, le juge d'appel annule toute la procédure de première instance qui en aurait été la suite, et renvoie les parties devant le même tribunal autrement constitué ou devant un tribunal voisin sans préjudice de l'action disciplinaire.

Art. 88.

Les dispositions du présent chapitre sont applicables à l'officier du ministère public lorsqu'il est partie jointe.

TITRE II.

De la compétence.

CHAPITRE I.

Des tribunaux répressifs.

Section 1.

De la compétence matérielle des tribunaux de résidence.

Art. 89.

Les tribunaux de résidence connaissent des infractions punissables au maximum de six mois de servitude pénale et de 6.000 Fr d'amende ou de l'une ces peines seulement. Ils connaissent des infractions punissables au maximum de 5 ans de servitude pénale et d'une amende supérieure à 6.000 Fr ou de l'une de ces peines seulement, lorsqu'ils estiment qu'en raison de circonstances, ces peines ne devront pas dépasser six mois de servitude pénale et 6.000 Fr d'amende. Le jugement indique ces circonstances.

Toutefois, le tribunal de résidence est incompétent lorsque, par l'effet du concours d'infractions, les condamnations cumulées dépasseraient, en raison de circonstances, six mois de servitude pénale ou 6.000 Fr d'amende.

Lorsque le tribunal se déclare incompétent en raison du taux de la peine à appliquer, le jugement n'est susceptible d'aucun recours.

Art. 90.

Les tribunaux de résidence peuvent prononcer la contrainte par corps pour une durée ne dépassant pas deux mois.

La durée de la servitude pénale subsidiaire prononcée par les tribunaux de résidence ne peut excéder 15 jours par infraction ni deux mois par l'effet de cumul.

Art. 91.

Les tribunaux de résidence peuvent mettre à la disposition du gouvernement, pour une durée ne dépassant pas un an, les individus qui tombent sous l'application des dispositions sur le vagabondage et la mendicité.

Art. 92.

Les jugements rendus par les tribunaux de résidence sont susceptibles d'appel sauf ceux par lesquels ces tribunaux se déclarent incompétents en raison du taux de la peine à appliquer.

Umurwi wa 2.

Ubukuru bwo guc'ianza bwa sentare z'intara.

Ingingo ya 93.

Sentare z'intara zic'ianza z'ibibi vyaciriwe igihano kitarenga umunyororo w'umwaka umwe n'ihadabu ry'amafranga 10.000 canke igihano kimwe mur'ivyo.

Ingingo ya 94.

Ziraca kandi n'ianza z'ibibi vyaciriwe igihano kitarenga umunyororo w'imyaka itanu iyo zibona ko har'imvo zituma igihano gitangwa kitarenga umwaka umwe. Urubanza rurekana izo mvo.

Ingingo ya 95.

Iyo sentare ishinze ko itashobora gucurubanza kukubera ibihano birengeye ubukuru bwayo umwe, rubanza rubishinze ntirushobora kwunguruzwa.

Ingingo ya 96.

Sentare z'intara zishobora gushikiriza Leta mu gihe kitarenga imyaka ibiri abantu b'inyererezi n'abandi bamira gusa biriza.

Ingingo ya 97.

Imanza zatanguwe gucibwa na sentare z'intara zishobora kwunguruzwa.

Kandi s'ianza gusa n'ivyo vyose duhejeje kuvuga vy'abashikirizwa Leta bishobora kwunguruzwa.

Ingingo ya 98.

Sentare z'intara zirasubiramwo imanza zungurujwe ziva muri sentare z'intango.

Umurwi wa 3.

Ubukuru bwo guc'ianza bwa sentare ya mbere y'igihugu.

Ingingo ya 99.

Sentare ya mbere y'igihugu ic'ianza z'ibibi vyaciriwe igihano c'ugufa n'ibindi vyagenewe igihano umwaka umwe nibihumbi cumi vy'ihadabu canke igihano kimwe mur'ivyo.

Ingingo y'100.

Sentare ya mbere y'igihugu irasubiramwo imanza zungurujweho zatanguye gucibwa na sentare z'intara.

Ishobora kandi guhanagura imanza zaciwe muri sentare z'intango na sentare z'intara ikazica ukundi gusha.

Ingingo y'101.

Sentare ya mbere y'igihugu ishobora gushikiriza Leta mu gihe cagezwe ku vyerekeye ubuyerezezi n'ubusabirizi umuntu wese ari mur'ico gico.

Ingingo y'102.

Imanza zaciwe na sentare ya mbere y'igihugu zishobora gutabarizwa ahandi.

Section 2.

De la compétence matérielle des tribunaux de province.

Art. 93.

Les tribunaux de province connaissent des infractions punissables au maximum de 1 an de servitude pénale et 10.000 Frs d'amende ou d'une de ces peines seulement.

Art. 94.

Ils connaissent aussi des infractions punissables au maximum de 5 ans de servitude pénale lorsqu'ils estiment qu'en raison des circonstances la peine à prononcer ne doit pas dépasser 1 an de servitude pénale. Le jugement indique ces circonstances.

Art. 95.

Lorsque le tribunal se déclare incompétent en raison du taux de la peine à appliquer, le jugement n'est susceptible d'aucun recours.

Art. 96.

Les tribunaux de province peuvent mettre à la disposition du gouvernement, pour une durée ne dépassant pas deux ans, les individus qui tombent sous l'application des dispositions sur le vagabondage et la mendicité.

Art. 97.

Les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de province sont susceptibles d'appel.

Il en est de même des décisions de mise à la disposition du gouvernement dont question à l'article précédent.

Art. 98.

Les tribunaux de province connaissent l'appel des jugements rendus par les tribunaux de résidence.

Section 3.

De la compétence matérielle du tribunal de première instance.

Art. 99.

Le tribunal de première instance connaît des infractions punissables de la peine de mort et de celles punissables d'une peine excédant 1 an de servitude pénale et 10.000 francs d'amende ou d'une de ces peines seulement.

Art. 100.

Le tribunal de première instance connaît au degré d'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de province.

Il peut aussi annuler les jugements rendus par les tribunaux de résidence et de province et se saisir à nouveau de l'affaire dont le jugement est ainsi annulé.

Art. 101.

Le tribunal de première instance peut mettre à la disposition du gouvernement pour le délai prévu par les dispositions sur le vagabondage et la mendicité tout individu tombant sous l'application de ces dispositions.

Art. 102.

Les jugements rendus par le tribunal de première instance sont susceptibles d'opposition.

Ingingo y'103.

Imanza zitanguwe gucibwa na sentare ya mbere y'igihugu zishobora kwunguruzwa. Kandi s'imanza gusa, n'ivyerekeye ubuyerezezi n'ubusabirizi twavuze mu ngingo y'101 bishobora kwunguruzwa.

Umurwi wa 4.

Ubukuru bwo guc'imanza sentare isubiramwo y'igihugu.

Ingingo y'104.

Sentare isubiramwo y'igihugu irab'imanza yungururijweko zatanguye gucibwa na sentare ya mbere y'igihugu.

Niyo kandi itangura guc'imanza zerekeye ibibi vyakozwe n'abakozi bakuru ba Leta hamwe n'abacamanza batowe n'Umwami.

Ingingo y'105.

Ingingo zishinzwe na sentare isubiramwo y'igihugu zishobora gutabarizwa ahandi.

Umurwi wa 5.

Ubukuru bwo guc'imanza bwa sentare y'abishikira.

Ingingo y'106.

Sentare y'abishikira ic'imanza z'amabi akozwe n'abashigamateka hamwe n'abashikirangoma.

Umurwi wa 6.

Ubukuru bwo guc'imanza bwa sentare y'inteko.

Ingingo y'107.

Tutaretse ivyo amategeko y'abasirikari yoba yarashinze, sentare y'inteko icira urubanza abasoda basanzwe, abasoda bamaze kuronka impete ntonto, ba « sous-officiers », ba « officiers », b'impeta ziri muni y'impeta ya « officier » mukuru bita « major », iyo barenze amategeko abuzi kwimugaza mu kwikurako n'ibigirankana ibice bimwe vy'umubiri canke iyo bakoze ibindi amategeko yabo ababuza.

Ingingo y'108.

Imanza za sentare y'inteko zishobora gutabarizwa ahandi n'ukwunguruzwa.

Umurwi wa 7.

Ubukuru bwo guc'imanza bwa sentare y'inteko isubiramwo.

Ingingo y'109.

Sentare y'inteko isubiramwo ni yo gusa ic'imanza z'ibibi zaciwe na sentare y'inteko.

Ingingo y'110.

Sentare y'inteko isubiramwo ni yo gusa ic'imanza z'ibibi twavuze mu ngingo y'107 iyo vyakozwe na ba « officiers » bo mu nteko z'igihugu bafise impeta ingana canke iruta iya « officier » mukuru bita « major ».

Ingingo y'111.

Ingingo zishinzwe na sentare y'inteko isubiramwo zishobora gutabarizwa ahandi.

Art. 103.

Les jugements rendus en premier ressort par le tribunal de première instance sont susceptibles d'appel. Il en est de même des décisions de mise à la disposition du gouvernement dont question à l'article 101.

Section 4.

De la compétence matérielle de la Cour d'appel.

Art. 104.

La cour d'appel connaît de l'appel des jugements rendus en premier ressort par le tribunal de première instance.

Elle connaît en premier ressort des infractions commises par les hauts fonctionnaires et juges nommés par le Roi.

Art. 105.

Les arrêts rendus par la cour d'appel sont susceptibles d'opposition.

Section 5.

De compétence matérielle de la cour suprême.

Art. 106.

La cour suprême connaît des infractions commises par les députés et les ministres.

Section 6.

De la compétence matérielle du conseil de guerre.

Art. 107.

Sans préjudice des dispositions relatives au régime militaire, le conseil de guerre connaît, à l'égard des soldats, gradés, sous-officiers et officiers d'un grade inférieur à celui de major de l'armée nationale, des mutilations volontaires et des fautes militaires graves érigées en infractions.

Art. 108.

Les jugements du conseil de guerre sont susceptibles d'opposition et d'appel.

Section 7.

De la compétence matérielle de la cour militaire.

Art. 109.

La cour militaire connaît de l'appel des jugements rendus par les conseils de guerre.

Art. 110.

La cour militaire connaît seule des infractions prévues à l'article 107 commises par les officiers de l'armée nationale d'un grade égal ou supérieur à celui de major.

Art. 111.

Les arrêts de la cour militaire sont susceptibles d'opposition.

Umurwi wa 8.*Ivyerekeye bose.***Ingingo y'112.**

Iyo umuntu yagirizwa ibicumuro vyinshi bikwiye kuhanwa na sentare zidahuye, sentare isanzwe nkuru muri zo yategekewe guhana ikibi kimwe mu vyakozwe ica ikurikirana n'ibindi vyose.

Ingingo y'113.

Iy'abantu benshi bakoreye ikibi hamwe badasangiye sentare bose, baraheza bagacirw'urubanza bose na sentare nkuru muzindi ibifitiye ububasha.

Ingingo y'114.

Intabe imaze gushingwa naho bobona ko bino bibi bitakorewe hamwe ntikibuza kw'umucamanza yama ari wa wundi.

Ingingo y'115.

Sentare zibiri zizaniwe ibibi bimwe, sentare ntoy i zohebera nkuru.

Ingingo y'116.

Iyo sentare izaniwe urubanza ishobora guca ariko ikabona ko ar'ibintu vyagenewe sentare yo musi yayo iramuka canke ikarurungikira sentare ntoy yabigenewe.

Ingingo y'117.

Abashobora guc'imanza n'aba :

- umucamanza waho ikibi cakorewe ;
- umucamanza waho uwarezwe aba ;
- umucamanza waho uwarezwe azoba afatiwe.

Iyo abantu bakurikiranwa kubera ibibi bakoreye hamwe canke bafatanije, sentare ishobora gucira urubanza umwe muri bo niyo irucira n'abandi bose.

Ingingo y'118.

Iyo uwarezwe yazanywe muri sentare kugirango bamubaze ivyo babona vyerekeye iyo sentare, iyindi sentare ntoy yose yo kur'uwo murwa ishobora guca urwo rubanza iyo ar'ibintu yagenewe kumenya.

Section 8.*Dispositions communes.***Art. 112.**

Lorsqu'une personne est poursuivie simultanément du chef de plusieurs infractions qui sont de la compétence de juridictions, de nature ou de rang différents, la juridiction ordinaire du rang le plus élevé, compétente à raison de l'une des infractions, l'est aussi pour connaître des autres.

Art. 113.

Lorsque plusieurs personnes justiciables de juridictions de nature ou de rang différents sont poursuivies conjointement à raison de leur participation à une même infraction ou à des infractions connexes, elles sont jugées l'une et l'autre par la juridiction ordinaire compétente du rang le plus élevé.

Art. 114.

La disjonction des poursuites au cours des débats laisse subsister la prorogation de compétence.

Art. 115.

Lorsque deux tribunaux compétents se trouvent saisis des mêmes faits, le tribunal du rang le moins élevé décliner sa compétence.

Art. 116.

Si un tribunal saisi d'une infraction de sa compétence, constate que les faits ne constituent qu'une infraction dont la connaissance est attribuée à un tribunal inférieur, il statue sur l'action publique et éventuellement sur les dommages-intérêts ou renvoie la cause au tribunal inférieur compétent.

Art. 117.

Sont compétents :

- le juge du lieu où l'infraction a été commise ;
- celui de la résidence du prévenu ;
- et celui du lieu où le prévenu aura été trouvé.

Lorsque plusieurs personnes sont poursuivies conjointement comme coauteurs ou complices d'une infraction ou d'infractions connexes, le tribunal compétent au point de vue territorial pour juger l'une d'elles est compétent pour juger toutes les autres.

Art. 118.

Lorsqu'un prévenu a été amené au siège ordinaire d'un tribunal pour les besoins d'une instruction relative à des faits paraissant, par leur nature ou en raison de la connexité, de la compétence matérielle et territoriale de ce tribunal, tout tribunal d'un rang inférieur ayant le même siège ordinaire pourra connaître des faits s'il est compétent en raison de la matière.

Ingingo y'119.

Kukwanka kugwa mu rudubi canke izindi nkuru z'igihugu, sentare ya mbere y'igihugu, ibisabwe n'urwandiko rw'abakurikiranyi b'ianza, izoshobora gukura urubanza muri sentare y'intango canke y'intara irurungike mu yindi sentare y'intango canke y'intara yo mu Burundi.

Sentare isabwe kurungika urubanza ahandi idaciye iruca, izotanga urwandiko rumenyeshya ko yabonye ivyasabwe. Abakurikiranyi b'ianza bamaze kwerekana inyimu y'urwo rwa ndiko rwarungitswe, sentare izoreka gukurikirana urwo rubanza gushika bamaze kumenyeshya ico bageze ku vyerekeye iyo ngingo yo kurungika urubanza ahandi.

Inyimu y'urubanza canke y'ingingo bageramwo ko urubanza rworungikwa ahandi izorungikwa mu bushinguro bw'inzandiko z'ianza bwa sentare ruvuyemwo n'ubwa sentare rurungitswemwo.

Umurwi wa 9.

Ivyo mu mibano y'abantu.

Ingingo y'120.

Ukuburanira ivyo nyene kurenga amategeko yakwonononye bivugirwa mu rubanza mu gihe batoboza ingene amategeko yarenzwe.

Nyene kwitwarirwa ashobora nawe kandi gusaba ivyiruhuzwe guhabwa n'uwamwitwariye canke abo vyacumuriye hamwe.

Ingingo y'121.

Tutibagiye ko ababurana bashobora kurwanira bonyene utwabo, sentare gahanamabi zizaniwe imanza, zica zishingiye vyiruhuzwe n'ibwirizwa canke n'imigenzo y'igihugu.

Ingingo y'122.

Uwariwe wese yagiriwe nabi, iyo nyen'ibintu vyakwez'induru amenyekana neza sentare ica ibimusubiza ubwo nyene.

IKIGABANE CA II.

Sentare gakiranya.

Umurwi wa 1.

Ubukuru bwo guc'ianza bwa sentare z'intango.

Ingingo y'123.

Tutabujije gukurikiza izindi nzira zoba ziriho, sentare z'intango zitatura abapfa ikintu c'igicro kitaranga 10.000 Frs.

Uko igicro kiri kwose, sentare zishobora kurekura kw'ibintu binyagwa n'uko biba biragumijwe.

Ingingo y'124.

Imanza ziciwe na sentare z'intango zishobora kwunguruzwa.

Art. 119.

Sur réquisition écrite du ministère public, le tribunal de première instance pourra, pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime, renvoyer la connaissance d'une affaire d'un tribunal de résidence ou d'un tribunal de province à un autre tribunal du même rang institué dans le royaume.

La juridiction saisie de la demande de renvoi, à moins qu'elle ne statue immédiatement, donnera acte de dépôt de la réquisition. Sur la production d'une expédition de cet acte par le ministère public, le tribunal surseoir aux poursuites jusqu'à la décision sur la réquisition.

Une expédition du jugement ou de l'arrêt de renvoi sera transmise tant au greffe de la juridiction dessaisie qu'au greffe de la juridiction à laquelle la connaissance de l'affaire est renvoyée.

Section 9.

De l'action civile.

Art. 120.

L'action en réparation du dommage causé par une infraction peut être poursuivie en même temps que l'action publique et devant le même juge.

Il en est de même des demandes de dommages-intérêts formées par le prévenu contre la partie civile ou contre les co-prévenus.

Art. 121.

Sans préjudice du droit de parties de réserver et d'assurer elles-mêmes la défense de leurs intérêts et de choisir la voie de leur choix, les tribunaux répressifs saisis de l'action publique prononcent d'office les dommages-intérêts qui peuvent être dus en vertu de la loi et des usages locaux.

Art. 122.

Quelle que soit la partie lésée, la restitution des objets sur lesquels a porté l'infraction est prononcée d'office lorsqu'ils ont été retrouvés en nature et que la propriété n'en est pas contestée.

CHAPITRE II.

Des tribunaux civils.

Section 1.

De la compétence matérielle des tribunaux de résidence.

Art. 123.

Sans préjudice des dispositions particulières, les tribunaux de résidence connaissent des contestations entre personnes privées dont la valeur du litige n'excède pas 10.000 Frs.

Quelle que soit la valeur du litige, ils peuvent autoriser les saisies-arrêts et les saisies conservatoires.

Art. 124.

Les jugements rendus par les tribunaux de résidence sont susceptibles d'appel.

Umurwi wa 2.*Ubukuru bwo guc'ianza bwa sentare z'intara.***Ingingo y'125.**

Sentare z'intara zitatura amatati y'ibintu vy'igicro kitarenga 50.000 Frs.

Ingingo y'126.

Sentare z'intara zisubiramwo imanza za sentare z'intango zo mu mbibe zazo.

Ingingo y'127.

Uko ivyo abantu bafa vyoba bimeze kwose, sentare z'intara zishobora gutegeka kw'ibintu bifatwa canke bikanyagwa Zifise kandi ububasha bwo gukoresha ivyanyazwe.

Ingingo y'128.

Imanza zitanguye gucibwa na sentare z'intara zishobora kwunguruzwa.

Umurwi wa 3.*Ububasha bwo guc'ianza bwa sentare ya mbere.***Ingingo y'129.**

Sentare ya mbere y'igihugu itatura amatati yose adashoborwa na sentare z'intango n'iz'intara.

Ariko iyo bayizaniye urubanza rwagenewe sentare z'intara, sentare ya mbere y'igihugu irarucacura kandi igaherezako iyo nyene kwitwarirwa avyemeye.

Ingingo y'130.

Irasubiramwo imanza zatanguye gucibwa na sentare z'intara.

Iyo sentare ya mbere y'igihugu ishinze ko idashobora guca urubanza, sentare y'intara iruzaniye irarucacura naho igicro c'ibitwirwa coba kirengeye ubukuru bwayo.

Imanza nyinshi, nk'iyi zihwejeje kubiri kubiri zimwe zotegerejwe kuja muri sentare ya mbere y'igihugu izindi muri sentare y'intara, zishobora iyo ziri hamwe kushirwa zose muri sentare ya mbere y'igihugu ikaba ariyo itangura kuzica.

Sentare ya mbere y'igihugu ifise ububasha bwo gutatura amatati yose avuye ku vyashinzwe na sentare kireste ivyashinzwe na sentare z'intara kuko izo sentare nyene nizo zivimanyera.

Iratatura kandi amatati avuye kuvyategetswe gukorwa na sentare ntibiheze ngo biranguke.

Iyo yungururijweko urubanza rwaciye na sentare y'intara, yihweza kw'iyi sentare itashobora kuruca ; igacira nyene gusab'urubanza kuriha urwa mbere ahanaguje, ikabona lero kunucira urubanza nkuko yoba ariyo irutangurirwako.

Urwo rubanza ntrushobora kwunguruzwa ku vyerekeye ibishinzwe vyemeza ko sentare y'intara itashobora guc'urwo rubanza.

Section 2.*De la compétence matérielle des tribunaux de province.***Ar. 125.**

Dans ses limites, les tribunaux de province connaissent des contestations entre personnes privées dont la valeur du litige n'excède pas 50.000 Frs.

Art. 126.

Le tribunaux de province connaissent de l'appel des jugements rendus par les tribunaux de résidence de leur ressort.

Art. 127.

Ils peuvent autoriser les saisies-arrêts et les saisies-conservatoires quelle que soit la valeur du litige qui oppose les parties en cause. Ils sont compétents pour disposer des biens dont ils ont autorisé la saisie.

Art. 128.

Les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de province sont susceptibles d'appel.

Section 3.*De la compétence matérielle du tribunal de première instance.***Art. 129.**

Le tribunal de première instance connaît de toutes les actions qui ne sont pas de la compétence des tribunaux de résidence et tribunaux de province.

Toutefois, saisi d'une action de la compétence des tribunaux de province, le tribunal de première instance statue au fond et en dernier ressort si le défendeur marque son accord exprès dans ses premières conclusions.

Art. 130.

Il connaît de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de province.

Lorsque le tribunal de première instance se déclare incompétent, le tribunal de province saisi ensuite du jugement d'incompétence connaît de l'action quelle que soit la valeur.

Les diverses demandes ou chefs de demandes qui, présentés isolément, devraient être portés les uns devant le tribunal de première instance, les autres devant les tribunaux de province, peuvent, s'ils sont connexes, être tous portés devant le tribunal de première instance qui statue en premier ressort.

Le tribunal de première instance connaît de l'exécution de toutes les décisions de justice à l'exception de celle de jugements des tribunaux de province qui est de la compétence de ces tribunaux.

Ils connaissent aussi de l'exécution des autres titres exécutoires.

Si saisi au degré d'appel d'un jugement du tribunal de province, le tribunal de première instance constate que celui-ci était incompétent en raison de la matière, il condamne le demandeur aux frais de l'instance annulé, puis statue sur le fond en premier ressort.

Le jugement n'est pas susceptible d'appel en tant qu'il statue sur la compétence.

Iyo sentare ya mbere y'igihugu isanze sentare y'intara yahakanye kuruca bidakwiye, irahanagura ingingo yari yashinze igaca irucacura ubugirako.

Iyo ababurana bose ari imvukira, sentare y'intara na sentare ya mbere y'igihugu zishobora guca zirurungika muri sentare yabo ibishobora iyo nyene kwitwarirwa avyemeye.

Ingingo y'131.

Imanza zaciwe n'abacamanza bo mu bindi bihugu mu vyerekeye imibano n'ubucuruzi, mu kugirango zikurikizwe nku-ko zashinzwe mu Burundi vyemezwa na sentare ya mbere y'igihugu iyo zihwanije aya mategeko yose :

- 1^o nya rubanza n'urugiramo akantu kadahuje n'amategeko y'i Burundi ;
- 2^o bakurikije ibwirizwa ry'aho rwaciriwe rube rwarahejeje gucibwa kandi rwaremejwe kw'ar'urukuri ;
- 3^o bakurikije iryo bwirizwa nyene, inyimu yarwo ibemwo ibitegerezwa kubamwo vyose kugirango ibe iy'ukuri ;
- 4^o ivyerekeye ukwigwanira mu manza bibe vyarakurikijwe ;
- 5^o sentare yo mu bindi bihugu ntibe yashobora kuruca ku vyerekeye uwitwara gusa.

Ingingo y'132.

Ivyemejwe kw'ari ivyukuri n'umukuru wo mu yindi ntara, mu Burundi bishingwa na sentare ya mbere y'igihugu iyo bihwanije aya mategeko :

- 1^o ivyemejwe ngo bikurikizwe ntibibe birimwo akantu kacha-je n'amategeko y'i Burundi ;
- 2^o mu'ibwirizwa ry'aho vyashingiwe babe barakurikije ibitegekwa vyose kugirango habemwo ukuri.

Umurwi wa 4.

Ubukuru bwo guc'ianza bwa sentare isubiramwo y'igihugu.

Ingingo y'133.

Sentare isubiramwo y'igihugu ic'ianza zatanguwe na sentare ya mbere y'igihugu ikaraba ivyashinzwe n'abashingantahe bikwiriye gusubirwamwo ikaraba kandi n'ianza z'akaranganyo.

Amategeko yerekeye ubukuru bwo guc'ianza n'imbibe zahabazwa arakurikizwa mu vyerekeye amakori kiretse ivyakuwemwo n'ayandi mategeko.

Iyo urubanza rw'akaranganyo rwagirizwa umucamanza wa sentare isubiramwo y'igihugu, urubanza ruvyerekeye ruzoshigwa muri sentare uyo mucamanza akoramwo.

Ubukuru bwo guc'ianza bugerwa na kamere k'urubanza hamwe n'urugero rw'icitwarirwa.

Ivyavuyemwo, inyungu, imyenda, ivyiruru n'utundi tw'iruhande ntibishobora gushirwa mu giciro c'ibiburanwa kiretse nkiyo vyari bimaze gushirwa mu rubanza imbere y'ukwitwara.

Iyo icitwariwe gikweze imanza nyinshi, bazokoraniriza hamwe izo manza mu kuraba ko sentare ifise ububasha bwo kuzica.

Si le tribunal de première instance constate que le tribunal de province s'est déclaré à tort incompétent, il annule le jugement et statue au fond et en dernier ressort.

Lorsque toutes les parties en cause sont des autochtones, le tribunal de province et le tribunal de première instance peuvent, même d'office, renvoyer l'affaire à la juridiction compétente pourvu que le défendeur donne son accord exprès.

Art. 131.

Les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et commerciale sont rendues exécutoires au Burundi par le tribunal de première instance, si elles réunissent les conditions ci-après :

- 1^o que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ni aux principes du droit public du Burundi ;
- 2^o que, d'après la loi du pays où la décision a été rendue, elle soit passée en force de chose jugée ;
- 3^o que, d'après la même loi, l'expédition qui en est produite réunisse les conditions nécessaires à son authenticité ;
- 4^o que les droits de défense aient été respectés ;
- 5^o que le tribunal étranger ne soit pas uniquement compétent en raison de la nationalité du demandeur.

Art. 132.

Les actes authentiques en forme exécutoire qui ont été dressés par une autorité étrangère sont rendus exécutoires au Burundi par le tribunal de première instance aux conditions suivantes :

- 1^o que les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'aient rien de contraire à l'ordre public ni aux principes du droit public du Burundi ;
- 2^o que d'après la loi du pays où ils ont été passés ils réunissent les conditions nécessaires à leur authenticité.

Section 4.

De la compétence matérielle de la cour d'appel.

Art. 133.

La cour d'appel connaît des jugements rendus en premier ressort par le tribunal de première instance des sentences arbitrales susceptibles d'appel et des prises à partie.

Les règles de la compétence et du ressort sont appliquées en matières fiscales, sauf les exceptions établies par les dispositions particulières.

Lorsque la prise à partie est dirigée contre un membre d'une cour d'appel, l'action sera portée devant la cour d'appel au sein de laquelle ou près de laquelle il exerce ses fonctions.

La compétence est déterminée par la nature et le montant de la demande.

Les fruits, intérêts, arrérages, dommages-intérêts, frais et autres accessoires ne sont ajoutés au principal que s'ils ont une cause antérieure à la demande.

Si la demande a plusieurs chefs qui proviennent de la même cause, on les cumulera pour déterminer la compétence.

Iyo amafranga aburanwa yamuka ku mwenda w'ayandi menshi ahakanwa, uwo mwenda niwo baraba mu kumenya ko sentare ifise ubushobozi bwo guca nya rubanza.

Iyo urubanza rusabwe na benshi canke hitwariwe benshi ku nvo imwe, sentare mu kumenya ko ifise ububasha bwo guca nya rubanza iraba igiciro c'ibisabwe vyose uko kingana.

Mu miburano yerekeye ugukomeza canke ugukuraho imvugano z'ico batizaniye, igiciro c'ibiburanirwa iyo ari ugukomeza izo mvugano mu kugishinga bateranya igitigiri c'ibizotegerezwa gutangwa vyose, naho iyo ar'ukuvavanura baharura ibizotangwa vyose umunsi wo gusubiza icari catijijwe.

Mu miburano y'abafitaniye imyenda barahany'ingwati, ububasha bwa sentare bwo guc'urwo rubanza bugerwa n'igiciro c'iyongwati.

Iyo ivyo kugererako igiciro c'ikintu bitabonetse nkuko duhejeje kuvyerekanwa, igiciro c'ico batatira kigerwa na bene kuburana bafashijwe n'umucamanza.

Umurwi wa 5.

Imbibe z'aho ububasha bwo guc'imanza bugera.

Ingingo y'134.

Sentare y'aho uwitwarirwa aba niyo ifise ubukuru bwo guc'urubanza kiretse ibizohindurwa n'ibwirizwa.

Hariho abitwariwe benshi, urubanza rushirwa ku mucamanza w'umwe muri bo atowe na nyene kwitwara.

Uwitwariwe baramutse batazi aho ava baja ah'asembereye.

Ingingo y'135.

Ivyitwarirwa leta na Komine bija muri sentare ya mbere y'igihugu.

Ingingo y'136.

Mu vy'amakori, urubanza rushirwa muri sentare y'ahari ibiro bitorezwamwo amafranga.

Ingingo y'137.

Mu vy'amatongo, urubanza rushobora gushirwa muri sentare y'ahagiriwe amasezerano canke y'aho ayo masezerano ategerezwa kurangurirwa.

Inzuzi n'imigezi bihwanira mu mbibe zibiri za sentare, birabwa nkuko vyoba biri mu rubibe rumwe rwo mur'izo sentare.

Ingingo y'138.

Iyo hagezwe umuhana wo kuranguriramwo igikorwa, imanza zishobora kujanwa muri sentare y'ahari nya muhana.

Ingingo y'139.

Amatati yubutse mu bantu bagize ishira hamwe canke iyo abo bantu bagiraniye amatati n'abakuru b'iryo shira hamwe, urubanza ruja muri sentare y'ahari iryo shira hamwe.

Si la somme réclamée fait partie d'une créance plus forte qui est contestée c'est le montant de celle-ci qui déterminera la compétence.

Si une demande est formée par plusieurs demandeurs ou contre plusieurs défendeurs en vertu du même titre, la somme totale réclamée fixera la compétence.

Dans les contestations sur la validité ou la résiliation d'un bail, on déterminera la valeur du litige en cumulant, au premier cas, les loyers pour toute la durée du bail et, au second cas, les loyers à échoir.

Dans les contestations entre le créancier et le débiteur relativement aux privilèges ou aux hypothèques, la compétence est déterminée par le montant de la créance garantie.

Lorsque les bases ci-dessus font défaut, le litige est évalué par les parties sous contrôle du juge.

Section 5.

De la compétence territoriale.

Art. 134.

Le tribunal du domicile du défendeur est seul compétent pour connaître de la cause sauf les modifications prévues par la loi.

S'il y a plusieurs défendeurs, la cause est portée au choix du demandeur devant le tribunal de l'un d'eux.

Quand le domicile n'est pas connu, la résidence actuelle en tient lieu.

Art. 135.

Les actions civiles contre l'Etat et les communes sont portées devant le tribunal de première instance.

Art. 136.

En matière fiscale, l'action est portée devant le tribunal du lieu dans le ressort duquel est situé le bureau où la perception doit être faite.

Art. 137.

En matière immobilière, l'action peut être portée devant le tribunal du lieu dans lequel l'obligation est née ou dans lequel elle doit être ou a été exécutée.

Les cours d'eau et les lacs dont l'axe forme la limite de deux ressorts judiciaires sont considérés comme communs à chacun de ces ressorts.

Art. 138.

Si un domicile a été élu pour l'exécution d'un acte, l'action peut être portée devant le tribunal de ce domicile.

Art. 139.

Les contestations entre associés ou entre administrateurs et associés sont portées devant le tribunal du domicile de la société.

Uwo mucamanza yama afise ububasha bwo guca urwo rubanza naho iryo shirahamwe ryoba rimaze gusanzara kubera ibintu birimwo vyagabuwe, iyo barumuzaniye mu myaka ibiri kuva aho iryo shirahamwe risabagiriye.

Ingingo y'140.

Imburano zivuye ku vyerekeye ugusubiza umuntu ivyo bari bashinzwe kumurabira zishirwa muri sentare y'aho iteka rige-na uwuba arabibungabunga ryashingiwe.

Abaharuzi baturumwe na sentare bitwarirwa muri sentare yabatumye.

Ingingo y'141.

Imanza zerekeye ibintu bidaterurwa zijanwa muri sentare y'aho biri.

Ibindi biburana ngo bisubizwe hamwe n'ivyiruru bivugirwa muri sentare yacye urubanza ruvyerekeye.

Iyo itongo canke ikindi kidaterurwa biri mu mbibe za sentare nyinshi, urubanza rucibwa na sentare irimwo igihimba kinini ca bino bintu.

Ariko lero nyene kuburana ashobora kuja muri sentare yose muri zo iyo uwo yitwarira ariho aba canke ahasembereye.

Ingingo y'142.

Ibijanwa muri sentare y'aho bagabura ibisigi n'ibi :

1° — Imanza z'ukuburanira ibisigi, amatati yerekeye uku bitwarira abatoranyi canke umwe muri bo mu myaka ibiri

2° — Imanza zose z'ukwitwarira umugabuzi w'ibisigi zizanywe mu myaka ibiri kuva aho ukugabura ibisigi guhereye. Mugabo sentare ibonye ko nyene kuburana afise imvo zikwiye, irashobora kumurekura akaburana naho iyo myaka ibiri yoba yararenze ;

3° — Imanza zisaba ngw'ivyari vyemejwe mu kugabura ibisigi bikurweho zizanywe mu gihe c'imyaka ibiri kuv'aho ukwo kugabura guhereye ;

4° — Imanza z'abafise amaragi hamwe n'abaheraniwe bitwarira abatoranyi canke umwe muri bo mu myaka ibiri ikurikira ugusandaba.

Ingingo y'143.

Iyo ukugabura ibisigi kugirirwa mu Burundi canke mu kinzi gihugu, imanza duhejeje kuvuga mu ngingo y'142 zijanwa muri sentare iri aho nya bintu bidashobora kuterurwa vyerekeye iryo torana biri ariko bagakurikiza ivyavuzwe mu ngingo ya 141.

Iyo ibitoranwa bitarimwo ibintu bidaterurwa biri mu Burundi ubushobozi bwo guc'imanza bugerwa n'ingingo y'134 n'iy'138.

Le même juge est compétent, même après la dissolution de la société, pour le partage et pour les obligations qui en résultent, pourvu que l'action soit intentée dans les deux ans du partage.

Art. 140.

L'action en reddition du compte de tutelle est portée devant le tribunal du lieu dans lequel la tutelle est ouverte.

Les comptables commis par justice sont assignés devant les juges qui les ont commis.

Art. 141.

En matière immobilière, l'action est portée devant le tribunal de la situation de l'immeuble.

Les demandes accessoires en restitution de fruits et dommages-intérêts suivent le sort de la demande principale.

Si l'immeuble est situé dans différents ressorts, la compétence est fixée par la partie de l'immeuble dont la superficie est la plus étendue.

Néanmoins le demandeur a l'option devant le tribunal dans le ressort duquel est située une partie quelconque de l'immeuble pourvu qu'en même temps le défendeur y ait son domicile ou sa résidence.

Art. 142.

Sont portées devant le tribunal du ressort où la succession s'est ouverte :

1° — les actions en pétitions d'hérités, les actions en partage et toutes autres entre cohéritiers jusqu'au partage ;

2° — les actions contre exécuteur testamentaire pourvu qu'elles soient formées dans les deux ans de l'ouverture de la succession. Toutefois, après le délai de deux ans, le tribunal peut encore admettre l'introduction de ces actions en justice s'il existe des motifs sérieux justifiant cette cause.

3° — les actions en nullité ou en rescision du partage et en garantie des lots, intentées au plus tard dans les deux ans du partage ;

4° — les actions des légataires et des créanciers contre les héritiers ou l'un d'eux si elles sont formées dans les deux ans du décès.

Art. 143.

Quand la succession est ouverte au Burundi ou en pays étranger, les actions dont il est fait mention à l'article précédent, sont portées devant le tribunal de la situation des meubles dépendant de cette succession et ce, conformément à l'article 141.

Si la succession ne comporte pas d'immeubles situés au Burundi, la compétence est réglée d'après les dispositions des articles 134 et 138.

Ingingo y'144.

Imanza zirimwo amatati yerekeye uguhombesha mu bucuruzi zijanwa muri sentare y'aho uhombesheje ari.

Ingingo y'145.

Amatati yubutse mu vyerekeye ugukurikiza uko imanza n'ingingo vyashinzwe ashirwa muri sentare z'abo ivyavuzwe n'impanza vyagenewe gukorerwa.

Umurwi wa 6.

Ayandi mategeko.

Ingingo y'146.

Imanza uwitwariwe ashingira uwamwitwariye ntizhindura urubanza rwambere ku vyerekeye ubushobozi bwa sentare bwo guc'impanza.

Tutarenze kuvyavuzwe mu vyerekeye ubushobozi bwayo bwo guc'impanza sentare ya mbere y'igihugu iratatura ivyo uwitwariwe yagirza uwemwitwariye vyose.

Tutarenze ku vyavuzwe mu vyerekeye ubushobozi bwazo bwo guc'impanza, sentare z'intara ziratatura ivyo uwitwariwe yagirza uwamwitwariye biva mu nsezerano canke ibindi vyanduruka ku rubanza rwa mbere.

Ivyerekeye ukwihweza uburyo ivyakozwe vyababaje cane canke vyabaye akarenganyo vyiganirwa umucamanza yashikirijwe urwo rubanza.

Umucamanza afise ubushobozi bwo guca urubanza niwe atatura n'ayandi amatati yose arwerekeye. Ariko lero sentare ya mbere y'igihugu ni yo gusa ishobora gucicura ivyerekeye inyangiriki z'ubuhumvyi n'ivyerekeye kamere k'ikintu canke impari bagize ku bwoko bw'ikintu.

Umucamanza yazaniwe urubanza rukagumangaho rudaciwe azotatura n'amatati yerekeye iyemeza ry'ibizoba ariko akurikije ubushobozi abifisemwo.

Ingingo y'147.

Iyo har'impanza nyinshi zikiri muri sentare, imwe muri zo izirungika mu yindi sentare nkuko amategeko abivuga kandi nkuko vyerekanwa hano :

1°. — Sentare yungururijweko iruta iyo bitwayeko ubwa mbere :

2°. — Sentare yashinze irindi jambo atari ivyerekeye urubanza nyene niyo yokwirukirwa kuruta izindi :

3°. — Sentare yatanguye kuzanirwa urwo rubanza niyo yokwirukirwa kuruta izindi.

Inyimu y'itegeko rishinze kw'urubanza rutumwa ahandi irungikwa hamwe n'ibimaze kwandikwa vyerekeye urwo rubanza mu bushinguro bw'inzandiko z'impanza bwa sentare rurungitswemwo.

Art. 144.

Les contestations en matière de faillite sont portées devant le tribunal dans le ressort duquel la faillite est ouverte.

Art. 145.

Les contestations élevées sur l'exécution des jugements et arrêts sont portées devant le tribunal du lieu où l'exécution se poursuit.

Section 6.

Règles préciales.

Art. 146.

Les demandes reconventionnelles n'exercent, quant à la compétence, aucune influence sur le jugement originaire.

Nonobstant les prescriptions relatives à sa compétence matérielle et territoriale, le tribunal de première instance connaît de toutes les demandes reconventionnelles quelle qu'en soit la nature et le montant.

Nonobstant les prescriptions relatives à leur compétence matérielle et territoriale, les tribunaux de province connaissent des demandes reconventionnelles dérivant du contrat et du fait qui sert de fondement à l'action originaire.

Les demandes fondées sur le caractère vexatoire ou téméraire d'une action sont portées devant le tribunal de cette action.

Le juge compétent pour statuer sur la demande principale connaît de tous les incidents et devoirs d'instructions auxquels donne lieu cette demande. Toutefois le tribunal de première instance est le seul compétent pour connaître les inscriptions en faux, des questions d'état et des contestations de qualité.

Le juge devant lequel la demande originaire est pendante connaîtra, dans les limites de sa compétence d'attribution, des demandes en garantie.

Art. 147.

En cas de litispendance, les causes pendantes devant les juridictions différentes renvoyées par l'une d'elles à une autre selon les règles et dans l'ordre ci-après :

1°. — La juridiction saisie au degré d'appel est préférée à la juridiction saisie en premier ressort :

2°. — La juridiction qui a rendu sur l'affaire une décision autre qu'une disposition d'ordre intérieur est préférée à l'autre juridiction :

3°. — La juridiction saisie la première est préférée à l'autre juridiction.

Une expédition de la décision du renvoi est transmise avec les pièces de la procédure au greffe de la juridiction à laquelle la cause a été renvoyée.

Ingingo y'148.

Imanza zikiri muri sentare y'intara zishobora. iyo bisabwe n'umwe wo mu baburana, kurungikwa muri sentare yambere y'igihugu zigashirwa hamwe n'izindi zisangiye ubwoko ziri muri iyo sentare. Sentare izaniwe manza nk'izo izica nkuko bwoba ar'ubwa mbere.

Iyo muri za sentare zinganya ubukuru bar'imanza zisa zitaracibwa, bashobora iyo bisabwe n'umwe wo mu baburana, kuzirungika muri sentare imwe muri zo yamaze kubigeramwo ijamba rindi atari ivyerekeye urubanza canke bakazirungika muri sentare yatanguye kuzizanyirwa.

Iyo ababurana bataguma ari bamwe mu manza zose zisangiye ubwoko kandi sentare ikaba imaze guca urubanza ifisemwo n'ubushobozi, nta narimwe urwo rubanza rushobora gusubizwayo ngo n'uko umuburanyi atigeze aja mu'urwo rubanza aruhakanye.

Ijambo rishinga gusubza imanza iyo zavuye rivugwa rivugitse ntirisubirwamwo.

Sentare ivuga gusubiz'imanza iyo zavuye ntishobora kugira ngo nta bushobozi ibifisemwo.

Inyamba y'ingingo ishing'urubanza ngo rusubizwe iyo rwavuye hamwe n'ibimaze kwandikwa birwerekeye birungikwa mu bushinguro bw'inzandiko z'imanza bwa sentare y'aho urubanza rusubijwe.

Ingingo y'149.

Abantu batari kavukire k'i Burundi bashobora kwitwari-
rwa muri sentare z'i Burundi :

1°. — Iyo bafise urugo mu Burundi canke bahafitiye ubwica-
caro canke kandi baratoyeho aho bazoshingira urugo ;

2°. — Mu vyerekeye amatungo ntaterurwa ;

3°. — Iyo inyanduruko y'urubanza yadutse mu Burundi,
yabaye canke itegerezwa kurangurirwa mu Burundi ;

4°. — Iyo ar'imanza zerekeye ibisigi b'gaburirwa mu Bu-
rundi ;

5°. — Iyo ar'ugusaba ngw'ibinyagiwe mu Burundi bigu-
mwe canke birekurwe hamwe n'ivyerekeye ukubibungabunga
neza vyose ;

6°. — Iyo ar'imanza ziri n'ico zipfana n'urubanza rumaze
gushikizwa sentare yo mu Burundi ;

7°. — Iyo ari ugushaka ko ivyagezwe na sentare zo mu
bindi bihugu bikurikizwa hano mu Burundi nkuko vyavugiye
mu yandi mahanga ;

8°. — Iyo ar'amatazi yerekeye ubuhoravyi bw'abacuruzi
kandi ubwo buhoravyi bukaba bwamenyekaniye mu Burundi ;

9°. — Iyo ar'ivyerekeye ukwemeza ibizoba canke iyo ari
ivyo uwitwariwe yagiriza uwamwitwariye vyanduruka ku
rubanza rukiri muri sentare yo mu Burundi ;

Art. 148.

Les demandes pendantes devant un tribunal de province
peuvent, à la demande de l'une des parties, être renvoyées
au tribunal de première instance pour y être jointes à des
demandes connexes pendantes devant ce tribunal. Le tribunal
ainsi saisi statue en premier ressort.

Lorsque les demandes pendantes devant les juridictions
différentes de même rang sont connexes, elles peuvent à la
demande de l'une des parties, être renvoyées à celle de ces
juridictions qui a déjà rendu une décision autre qu'une dis-
position d'ordre intérieur et si non à la juridiction saisie la
première.

Dans aucun cas, lorsque les parties ne sont pas les mêmes
dans toutes les actions connexes et que la juridiction de ren-
voi a déjà rendu un jugement qui ne la dessaisit pas, le ren-
voi à cette juridiction ne peut être prononcé si le plaideur
qui n'a pas été partie à ce jugement s'y oppose.

Les décisions de renvoi sont en dernier ressort.

La juridiction de renvoi ne peut décliner sa compétence
sur les causes dont elle est ainsi saisie.

Un expédition de la décision de renvoi est transmise avec
les pièces de la procédure au greffe de la juridiction à la-
quelle la cause a été envoyée.

Art. 149.

Les personnes autres que les ressortissants du Burundi peu-
vent être assignées devant les tribunaux du Burundi dans les
cas suivants :

1°. — Si elles ont au Burundi un domicile ou une résidence
ou y ont fait élection de domicile ;

2°. — En matière immobilière ;

3°. — Si l'obligation qui sert de base à la demande est
née, a été ou doit être exécutée au Burundi ;

4°. — Si l'action est relative à une succession ouverte au
Burundi ;

5°. — S'il s'agit de demandes en validité ou en mainlevée
de saisies-arrêts formées au Burundi ou de toutes autres me-
sures provisoires ou conservatoires ;

6°. — Si la demande est connexe à un procès déjà pendant
devant un tribunal du Burundi ;

7°. — S'il s'agit de faire déclarer exécutoire au Burundi
les décisions judiciaires rendues ou les actes authentiques
passés en pays étranger ;

8°. — S'il s'agit d'une contestation en matière de faillite
quand cette faillite est ouverte au Burundi ;

9°. — S'il s'agit d'une demande en garantie ou d'une de-
mande reconventionnelle, quand la demande originaire est
pendante devant un tribunal du Burundi ;

10° — Iyo har'abitwariwe benshi maze umwe muri bo akaba afise urugo canke ubwicarwo mu Burundi ;

11° — Iyo ubwato bwasekaniye mu nzuzi zo mu bindi bihugu maze igihe imanza zitangura ubwato bwitwariwe bukaba buri mu nzuzi z'i Burundi.

Iri bwirizwa rizatangura gukurikizwa buno nyene rigihezwa gutangazwa.

Turavumereye hose iri bwirizwa, dutegutse ko rishirwako ikimenyetso ca Leta kandi rikamenyeshwa mu Kinyamakuru c'Ibitegekwa mu Burundi.

Bitangiwe i Bujumbura kuwa 26 yuli 1962.

10°. — Dans le cas, où il y a plusieurs défendeurs, dont l'un a au Burundi son domicile ou sa résidence ;

11°. — En cas d'abordage ou dans les eaux étrangères, quand le bâtiment contre lequel les poursuites sont exercées, se trouve dans les eaux du Burundi au moment où la signification a lieu.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée au Bulletin officiel du Burundi.

Donné à Usumbura, le 26 juillet 1962.

MWAMBUSHA IV.

N'Umwami :

Umushikirangoma w'Ubutungane,

NUWINKWARE.

Birabonywe kandi bishizweko ikimenyetso ca Leta.

Umushikirangoma w'Ubutungane.

NUWINKWARE.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice.

Vu et scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,

Addenda au B.O.B. n° 4 du 1^{er} août 1962.
Loi du 26 juillet 1962 sur l'organisation et la compétence judiciaire.

Art. 23, alinéa 2.

« Le procureur du Roi *peut* exercer les fonctions d'officier du ministère public auprès de toutes les juridictions du pays ».

Art. 47, alinéa à ajouter :

« Son siège ordinaire est à Usumbura ».

Art. hategerezwa kwongerwako ibi :

« Umurwa mukuru wayo uri i Bujumbura ».

Art. 57, au premier alinéa,

« au lieu de « les juges » il faut mettre « Le juge ».

Art. 57, ku murongo wa mbere.

« aho hari «*Abacamanza* » hategerezwa kuja « *Umucamanza* ».

Art. 87, la mention

« dans le même tribunal » doit être remplacée par « devant le même tribunal ».

Art. 89 al. 2 et art. 90 al. 2 :

Remplacez « les faits » par « l'effet »

Art. 90 premier alinéa

... la contrainte pas corps pour une durée ne dépassant pas deux mois.

Art. 99 ajoutez

« et 10.000 francs d'amende ou de l'une de ces peines seulement ».

Ing. 99, bategerezwa kwongerako ibi :

« n'ibihumbi cumi vy'ihadabu canke igihano kimwe mur'ivyo ».

Après l'art. 106 en dessous de la mention

« De la compétence matérielle du conseil de guerre » il faut mettre « article 107 ».

Art. 133 alinéa 1^{er}

il faut supprimer la mention « au Burundi ou »

Ing. y'143 mu gihimba ca mbere.

n'ugukuraho ibi : « *mu Burundi canke* »

Art. 149 sous le 9°

au lieu de « S'il s'agit d'une garantie » il faut mettre « S'il s'agit d'une demande en garantie ».
